L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX No 72 RUE DE CHARTRES

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI, MATIN, 4 MARS.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

WASHINGTON.

Washington, 7 mars — La lettre à laquelle il est fait allusion plus long a été écrite par Stanley Matthews et adressée par Wm. M. Evarts. Cette lettre astronome se trouve entre les mains de Mr Hayes lui-même qui a déjà pu la voir donner un démenti. L'auteur de la lettre parle au nom du président Hayes.

Mr Blaine fait lire la lettre suivante :

Columbia, (Car. du Sud) 6 mars 1877,

A l'Hon. W. M. Evarts :

Je viens d'avoir une longue entrevue avec Haskell qui m'apporte une lettre de Stanley Matthews et de Mr Evarts. Les hons de Matthews est plus à la droite pour le bien en gros. C'est embarrassant à l'extrême et plus que je ne puis supporter. Si l'on désire cela, il faut que ce ne soit pas moi qui le fasse. Je ne puis pour moi-même et je ne puis assumer une telle responsabilité.

Veuillez vous informer et me répondre ce soir par le télégraphe.

Signé : D. H. CHAMBERLAIN.

Le général Banks du comité d'enquête de la Chambre à la Caroline du Sud, et le maréchal des Etats-Unis dans la Caroline du Sud sont ici. Ils vont voir le Président en masse, et ont eu avec lui un court entretien sur les affaires politiques de ce dernier Etat.

Le Président a prié le général Banks de l'assurer s'il ne lui faisait pas connaître son opinion immédiatement, mais qu'il voulait prendre quelques jours pour réfléchir, et que de toute façon il ne prendrait pas de décision au sujet de la Caroline du Sud et de la Louisiane sans avoir consulté son cabinet.

A minuit la séance n'était pas formé.

Ni Blaine, ni Morton, ni Conkling, ni personne autre n'est satisfait.

Le chef de l'administration du Sénat n'est pas encore élu. On parle de Stanley Matthews qui doit remplacer Sherman.

Si Hayes reconnaissait les garanties requises dans ses messages, ne pourrait-il pas le Louisiane et la Caroline du Sud, son administration se trouvera, en début, environnée de difficultés formidables. Il n'y a, pense-t-on, de sauvé pour lui que dans la coalition qui, ayant le salut de cet Etat en vue, a amené la proclamation de vote discordé d'après le vœu. L'honneur et son propre intérêt le sollicitent à remplir les engagements que ses amis ont pris en son nom.

Conditions.

Washington, 7 mars—Il existe une puissante coalition contre Schurtz et Mc Cready.

On attribue à Don Cameron, l'ex-secrétaire de la Guerre, les paroles suivantes : "Il aurait mieux valu pour nous avoir Tilden."

Nominations.

Washington, 7—Secrétaire d'Etat, Wm. Evarts de N Y ; Secrétaire du Trésor, John Sherman d'Ohio ; Secrétaire de la Guerre, George W. McCrary de l'Iowa ; Secrétaire de la Marine, R. M. Thompson de l'Indiana ; Secrétaire de l'Intérieur, Carl Schurz, du Missouri ; Avocat-Général, Charles A. Devens du Mass. Pour les Postes le gal David M. Key du Tennessee.

Le sénateur Davis prend le siége dont on servait Dixon H. Lewis il y a 30 ans. Il aurait été conservé avec soin dans la chambre du comité du commerce.

Toutes les nominations du cabinet ont été référées au comité, ce qui est peu ordinaire. Les sénateurs républicains ont montré un vif mécontentement dans la séance exécutive.

L'ex-sénateur a été présenté au président Hayes—le gal. Kershaw, le juge T. J. Mackey, l'ex-gouv. R. Scott et le Père J. H. Ryan, de la Caroline du Sud, qui a présenté une lettre de Hinton au président. Les pouvoirs de Kellogg ont été référés au comité des privilèges.

Discours de Bayard contre Kellogg.

Washington, 7 mars—M. Bayard fait en ce moment un terrible discours contre l'admission de Kellogg, qui se présente comme sénateur de la Louisiane. Le Sénat est au grand complet et les galeries pleines de monde.

SÉNAT — Mr Bayard, du Delaware, qui avait obtenu la parole, dit que les raisons pour préférer les pouvoirs de Kellogg au comité sont justifiées par les usages constants de ce corps depuis son organisation. Les pouvoirs de Mr Kellogg ne font pas une affaire de privé droit, parce qu'ils sont signés par Stephen B. Packard qui n'est pas gouverneur de la Louisiane, ni de droit ni de fait. Au contraire, le Sénat doit prendre connaissance du fait public que Francis T. Nicholls est le gouverneur de l'Etat et qu'il a une Législature légale agissant de concert avec lui ; qu'ils ont le contrôle absolu de l'Etat de la Louisiane, excepté que servent lequel existe un hôtel dont Packard occupe comme d'une Maison d'Etat.

Il soutient que Nicholls est le gouverneur de l'Etat aujourd'hui et que son secrétaire d'Etat est le seul que le Sénat des Etats-Unis puisse justement respecter. Cette affaire n'est pas nouvelle ; mais elle demande la même considération aujourd'hui qu'en 1873, alors qu'eut lieu une discussion prolongée. Il soutient que c'est le devoir du Sénat de voir que l'Etat de la Louisiane soit représenté ici par deux personnes mais ces personnes doivent être choisies par sa législature légale.

Il se réfère ensuite à l'emploi des troupes dans le Sud et dit que l'administration sortante avait admis tardivement mais honnêtement que l'emploi des troupes avait été employé à tort.

Les avait été employé à tort. Mais maintenant. Il cite le télégramme du dernier Président à Packet qu'en gouvernement qui ne peut se maintenir sans l'assistance de l'autorité militaire, doit être abandonné à son sort. Mr Bayard commente ce télégramme. L'ex-président Grant qui était venu au Sénat après l'ouverture de la séance, a déposé fort attentivement les remarques de Mr Bayard.

Mr Bayard attaque ensuite la légalité du Bureau des Elections de la Louisiane et parle des privées efforts devant la commission électorale. Il dit qu'une majorité de la commission avait soutenu qu'elle n'avait pas de droit d'accepter les votes comme les deux chambres du Congrès etc.....Il y a, dit-il, dans cette décision un coup à ses plus chères espérances et à ses plus chers intérêts.

Il rappelle ensuite les remarques de Mr Edmunds dans l'affaire de Pinchback en 1875 et dit que le comité basa son objection contre Pinchback sur l'illégalité du Bureau des Retours de la Louisiane. Mr. Bayard répond à plusieurs arguments de Mr Blaine, sur celui entre autres qui est fondé sur la décision de la commission électorale : St Mr Hayes est élu en Louisiane, Mr Kellogg est élu valablement par la Législature Packard.

Il cite des passages du discours inaugural de Mr Hayes, passages qu'il approuve. La paix de la Louisiane est la paix de tous et sa désorganisation la désorganisation de tous. Il dit que le maintien du gouvernement de Packard et le renversement par la force du gouvernement de Nicholls, non seulement détruirait l'âme même du peuple de la Louisiane, mais exercerait encore un frémissement dans tous les cœurs de ce pays. Il dit que les remarques de Mr Edmunds font revivre l'esprit de sectionalisme qu'il régnait autrefois et qu'elles ont frappé ses oreilles comme les sons d'une cloche d'alarme à minuit et qu'il espère que de son ne sera entendu ni du président ni de ses conseillers constitutionnels, et qu'il ne sera plus entendu nulle part désormais.

Mr Blaine répond très longuement aux remarques de Mr Bayard et parle avec beaucoup de vivacité. Il défend à la fois l'élection de Hayes, de Packard et de Kellogg et fait valoir des arguments très forts mais de nature à ne pas produire beaucoup d'impression en ce temps de compromis. Mr Bayard ayant cité un télégramme de Grant, Mr Blaine en site un autre, celui du 17 janvier où général Augur, où Grant dit que "si l'on des deux gouvernements doit être reconnu, c'est Packard." Mr Blaine finit en disant qu'autant qu'il comprend un siége au Sénat, il défendra les intérêts du Sud et pour l'honneur de son pays et de la Louisiane, sa langue soit collée à son palais et que son bras droit soit frappé de paralysie.

M. Morton parle ensuite en faveur de Kellogg.

La question étant sur le substitut de M. Bayard pour la résolution originale de M. Blaine dans l'affaire Kellogg Nasse alors par 38 contre 29.

Le substitut est ainsi conçu :

"Que l'affaire de Wm. P. Kellogg prétendant être sénateur de l'Etat de la Louisiane, reste déposée sur la table, jusqu'à la nomination d'un comité de privilèges et d'élections à qui elle puisse être référée."

Le vote en détail est comme suit :

Oui.—MM. Bailey, Barnum, Bayard, Boggy, Booth, Burnside, Christiancy, Coke, Conkling, Davis de l'Illinois, Davis de Virginie, Donald, Eaton, Garland, Gordon, Hamlin, Hereford, Ingalls, Lamar, Hill, Johnston, Jones de la Floride, Jones du Nevada, Kernan, McCreery, McDonald, Morgan, Norwood, Merrill, Randolph, Ransom, Saulsbury, Sharman, Wallace, White et Withers—28.

Non :—MM. Allison, Anthony, Blaine, Bruce, Cameron, de Pa, Chandler, Conover, Dawes, Dorsey, Edmunds, Hoar, Howe, Ingalls, Kirkwood, Mantlon, Mitchell, Morton, Oglesby, Paddock, Patterson, Pierce, Rollins, Sargent, Saunders, Spencer, Sprague, Teller, Windom et Wadleigh—30.

Mr Patterson, de la Caroline du Sud, présente une pétition portant que les pouvoirs de Messrs. F. C. Conkin et de H. C. Butler, soient reconnus comme ceux de Sénateur de l'Etat de la Caroline du Sud restent déposés par la Législature et qu'ils soient admis en conséquence.

Mr Morton fait la motion de se retirer en séance exécutive.

Mr Bayard fait la motion de suspendre afin qu'il puisse présenter les pouvoirs de John T. Morgan, Sénateur de la Virginie.

Mr Morton retire

La motion pour une séance exécutive est rejetée par 31 contre 30.

Un message du Président contenant les nominations du cabinet est reçu. Mr Bayard reconnaît la nécessité pour l'administration d'avoir un cabinet, mais il ne s'y cache pas Mr Morrill de Vermont remarque la maison de Mr Morton qui passe alors.

Journal d'une heure du général Ellis.

Washington, 7.—"Je suis prêt à voter tout ce que le pouvoir pour rétablir la tranquillité dans la Louisiane, mais pas un penny de plus."

Si le dernier dernier membre d'une administration, je ne me abandonne pas plus de ma position en opposition à M. Hayes et à ses amis, je ne pourrais exercer aucune influence. Je ne puis rien faire contre ma conscience et de la rendre chère aux contribuables citoyens, et j'ai motivait que je ne puisse coopérer cordialement avec elle, je crois mon devoir de démissionner. Je suis ainsi au Sud par une position indépendante, et si, comme le Congrès et je le désire, l'administration veut suivre une politique juste et libérale à l'égard du Sud, je n'hésiterai pas à engager avec elle ma fortune et mon influence.

Cette lettre était dans les mains du Président bien avant, quand il a eu une grande discussion avec Mr Key qu'il a un chapitre dans comme directeur général des postes. Il ne me semble pas nécessaire qu'il soit remplacé. Il a été parfaitement. Mr Hayes, Hodgson, particulier du Président, le plus grande anxiété régnait parmi les amis de la nouvelle administration.

La liste annoncée par le portier au vice-président, nombre de sénateurs se sont portés en avant pour la lire, et quelque ; mainten après le nouveau ordre de choses. Il a été lu jusqu'à ce que ceux qui la soutiendront et au département du parti national républicain. Un parti gouvernement aurait toujours besoin de l'appui des baïonnettes. Le peuple américain en est fatigué.

Une tentative pareille ferait déraciner l'administration du président Hayes, différant l'ère de des bons sentiments et surait pour la prochaine élection le renversement complet et final du parti républicain.

La républicanisme dans le Sud doit prendre un nouveau point de départ. Sa division sur la ligne de couleur lui a été désastreuse et ne sont leur lui sont. La corruption, la vénalité et presque la banalité en contraste avec l'idée populaire du *self-government* en a fait absolument une force dans la conduite des institutions républicaines.

Aujourd'hui il est battu et écrasé. S'il reconnaît le fait à temps, il pourra se relever par les sympathies des démocrates d'opposition. Il a besoin de l'aumône de nouveaux matériaux. Il faut qu'il commence le fait qu'il est épuisé.

Mais pour revenir à mes mains. Nous pouvons même être toutes les heures de la Louisiane dans les quatre dernières années pulvrent toute tentative de vouloir avec la force des baïonnettes le gouvernement de Packard pendant quatre autres années.

Que le président Hayes et le Sénat s'abstiennent d'une intervention et évitent ce jour dans toute question difficile et irritante, et qu'ils laissent aux temps et aux événements le règlement ramènera un lieu de ce jour violemment au milieu d'intérêts opposés.

La politique de paix ne peut réussir par la force, c'est qu'elle vienne des intérêts qui s'établissent par le bien-être du peuple qui y est intéressé.

Washington, 7—Le corps diplomatique a visité le Président aujourd'hui.

Opinion sur le Cabinet de M. Hayes.

Memphis, 7—Les hommes d'affaires de la ville regardent le Cabinet du Président Hayes comme remarquablement bien, comme une indication de prospérité et de paix pour tout le pays.

Nouvelle-Orléans.— Le comité central républicain d'Etat a passé aujourd'hui à l'unanimité une résolution invitant Nicholls à convoquer la Législature. Pinchback a démenti de la présidence du comité et l'invitant en entre à donner d'en faire partie avant le 19 mars, jour auquel il n'est ajourné.

Indianapolis mécontentement.

Washington, 7.—Indianiens pour les Etats du Golfe, baisse de baromètre, vents du nord plus forts et plus chauds ; temps menaçant et pluie.

Tragédie.

Hayes Sare, Le 7.—D. A. Weber a provoqué depuis quelques jours dans ses rues, avec un fusil de chasse, et menaçait d'une manière délirante nombre de citoyens. On fut à tirer chasse aujourd'hui et ils a été tué comme il menaçait de tirer sur la maison de cour. L'enquête a exercer n'ayant amené aucun résultat, a été ajournée à demain.

Incendie à New York.

New York, 7—Le grand édifice portant les Nos 13 et 15 Rond street a été détruit par un incendie. La perte est de 200,000 dollars. Le bâtiment était occupé par des négociants et des fabricants de meubles. La plus grande partie des objets renfermés dans les coffres-forts sera probablement sauvée. La Garbage Manufacturing Co. occupait une partie de la bâtisse ; la perte est considérable.

CINCINNATI.

Cincinnati, 6 mars—En 1er novembre 1876 au 1er mars 1877, ainsi qu'il résulte d'un rapport fait à la Chambre de Commerce de Cincinnati, il a été tué 1,311,881 cochons, ce qui est une diminution de 30,000 comme à la période correspondante de 1875 à 1876. Il a été traité 29,400 barils de porc, mais cette année, pour ordinaire, on qui est une augmentation de 2000 barils. La quantité de lard dépendu 61,468 tierçons, 77 barils et 46,000 barillets.

Renouvellement.

New-York, 7—John T. Hoyt, grand entrepreneur en matière de chemins de fer, vient de renouveler volontaire. Passif annulant 1,250,000.

Terrible accident de temps.

Deux dames, Mme Ulmin Tom, âgée de 72 ans et Mme Eleanor Kent, âgée de 68, ont été brûlées à mort à Hazlehurst, par l'explosion d'une lampe à pétrole de kerosène.

NOUVELLES DIVERSES.

Columbia, Car. du Sud, 7—Le gouverneur de New York, est ici actuellement. Il a eu une longue entrevue avec Chamberlain et Hampton.

RUSSIE.

Londres, 7—Le journal anglais est maintenant dans la Constantinople. Le projet que général Ignatieff. Les ministres ont été tenus à ce sujet et on croit que que ce projet sera adopté. Le général Ignatieff a été nommé ambassadeur de Turquie. Il est dit que le Turquie a refusé les propositions de la Russie et que la Russie se dirige vers la guerre. Il est question de concentrer sur la province de Bessarabie 200,000 hommes. Les Russes ont déjà commencé à faire des dépôts de vivres dans les environs de Kischeneff. Les Turcs font des préparatifs de défense sur la frontière de la Russie et des Roumains.

FAMINE.

Paris, 7 mars, 6 P. M.—Arrivée de banque de France, de Paris, de 100 boxes de Glenora, de Baltimore. Steamer Hermann, pour Hambourg. Steamer A. H. Richmond en 21 jours de Providence. Frank, pour New York.

Dépêches spéciales.

LIVERPOOL, 7—Coton calme et sans affaires ; Orléans 6 1/16 ; Middling 5 13/16 ; Middling fair 6 1/16 ; good middling 6 3/16 ; receipts 10,000 ; dont 7,000 américains ; exportation 3000 ; stock 400,000 dont 300,000 américains. Livraison de février et mars 5 31/32, mai et juin 6 1/32.

Londres, 7, après-midi — Consolidé 97 1/2 ; argent comptant, pour argent 96 1/32.

Paris, 7 1/2 P. M.—Rentes 103f. 60c.

Liverpool, 7, 3 P. M.—Coton—Futures calmes. Upland low mid. clause, à livrer mars 5 31/32, à livrer de mars à mai 6 1/32, mai et juin 6 1/16, juin et juillet 6 1/8. Ventes 8000 balles américaines.

Liverpool, 7, 5 P. M.—Coton—Futures calmes. Upland low mid. clause, à livrer mars 5 31/32, à livrer de mars à mai 6 1/32, mai et juin 6 1/16, juin et juillet 6 1/8. Ventes 8000 balles américaines.

Argent, Stock, &c.

New York, 7.—Live a couvert à 105 3/8.

New York, 7.—Stocks mixtes à de bons prix. Argent 3 1/2 ; or 105 3/8 ; bons d'Etat, coupons de 1881, 107 1/2 ; nouveaux 4 1/2, 107 1/2 ; nouveaux 4 p. c. 103 1/2 ; vieux 4 p. c. 103 1/2 ; 5 p. c. 103 1/2 ; 6 p. c. pour compte, 100 1/2 ; Louisiane 6 p. c. 90 ; Louisiane 7 p. c. 90 ; Louisiane 8 p. c. 90 ; Louisiane 10 p. c. 90 ; Louisiane 12 p. c. 90